ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE — 2e CIRCONSCRIPTION

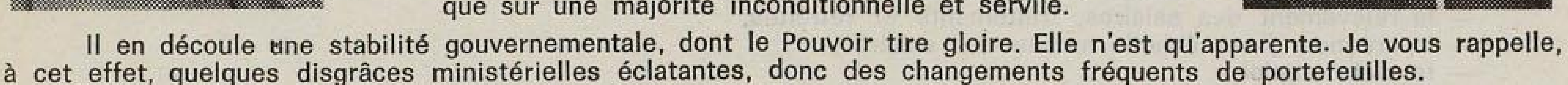
Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste



Electrices, Electeurs,

Nous avons vécu dix ans de pouvoir gaulliste. En dix ans la Constitution que s'était donnée la France a été défigurée, maintes fois transgressée. Peu à peu s'est établi un régime de **pouvoir personnel :**

- parce que les décisions n'appartiennent qu'à l'actuel Chef de l'Etat,
- parce que ces décisions sont exécutées par une équipe ministérielle à sa dévotion,
- parce que cette équipe ministérielle appuie sa politique sur une majorité inconditionnelle et servile.



Il en découle une stabilité gouvernementale, dont le Pouvoir tire gloire. Elle n'est qu'apparente. Je vous rappelle, à cet effet, quelques disgrâces ministérielles éclatantes, donc des changements fréquents de portefeuilles.

Il en découle encore une apparence de liberté d'expression au sein de la majorité actuelle. Elle n'est qu'un leurre. En fin de compte, chacun obéit et s'incline.

L'appareil du Pouvoir mène en fait la politique du **« prestige à tout prix »**. Avec l'appui des monopoles, une solide réserve d'or, il n'a réalisé qu'un programme limité d'expansion, sans commune mesure avec l'évolution démographique. Il a surtout **affermi** la position des **trusts...**

Mais au prix de la **stagnation** et de la **récession des salaires et des revenus,** donc du pouvoir d'achat des plus défavorisés : travailleurs de l'industrie et de l'agriculture, vieux travailleurs retraités, petits cultivateurs, petites et moyennes entreprises. Car de leur côté, les prix ont augmenté, alors que se développait un **chômage** scandaleusement admis aux termes du 5e Plan.

Ces résultats déprimants ont été obtenus à la faveur d'un refus permanent du Pouvoir, d'un dialogue souhaité par les syndicats et organisations professionnelles et par la restriction du droit à la liberté syndicale dans les entreprises ; par l'application d'ordonnances défigurant la **Sécurité Sociale,** dont la discussion par l'Assemblée Nationale a été impossible ; par l'isolement progressif de notre Pays au sein des organismes européens auxquels le Pouvoir gaulliste ne croit pas ; à l'excès des dépenses improductives et des dépenses de prestige : force de frappe atomique.

Le pouvoir a également **négligé :**

— d'accorder à l'Education Nationale la priorité en matière de crédits. Il n'a pas voulu voir, comme l'y invitaient les syndicats d'enseignants et les associations de Parents d'Elèves, le vrai sens à donner à une réforme démocratique à tous les niveaux.

— de laisser à l'Université la liberté d'une gestion paritaire et égalitaire associant : Etat, enseignants, étudiants. Réduisant à néant le droit de délibération des étudiants dans des commissions légalement instituées telles que les commissions d'aide sociale, etc...

Enfin, le pouvoir s'est annexé le droit à l'information et, par son emprise sur l'O.R.T.F., a contribué à répandre largement une **propagande autosatisfaite,** déformant et comprimant au maximum la voix de l'opposition.

L'explosion de la Jeunesse Universitaire, son ampleur, son rôle de détonateur entraînant la contestation massive de près de dix millions de travailleurs, était le seul recours contre l'impassibilité et le manque de compréhension systématique du pouvoir. Elle s'explique par la rancœur longtemps, mais mal contenue de tous ceux que compte notre Pays et dont la situation se dégradait. Le pouvoir s'est littéralement dilué. Vous avez vu le chef de l'Etat, las, résigné — comédie ! — vous proposer un **PLEBISCITE** ; puis s'affirmer brutalement, s'appuyer sur la constitution de « groupes d'action civique » dont vous rechercheriez en vain la justification légale. Dans le même temps, les confrontations syndicats-gouvernement se sont peu à peu transformées en de rudes négociations. Des avantages minimes ont été obtenus, les revendications essentielles n'ont pas été satisfaites.

Ce que nous **CONSTATONS,** c'est :

— l'absence de plan économique réel à long terme,
— la véritable force du vaste mouvement de contestation qui a animé le pays,
— l'impuissance du gouvernement à contrôler **« un chaos »** dont il est seul responsable et qu'il veut combattre

par des méthodes s'inspirant du fascisme : la répression policière dirigée contre les étudiants et les ouvriers de la Régie Renault, entre autres, et les comités dits de « défense de la République ».

Nous connaissons de ce fait, un ordre bien précaire ; il repose sur l'apparente vertu d'une majorité. Celle-ci constituée de « bons Français ». L'opposition est qualifiée de « démoniaque » et groupe les « mauvais Français ». Le gouvernement utilisant même le recours aux organisations d'anciens combattants, oubliant, sans doute, le sacrifice d'authentiques démocrates, lors des guerres.

NOUS REFUSONS CET « ORDRE » LA ! Par le scrutin du 23 Juin 1968 nous entendons montrer que le « chaos » n'est pas de notre fait, et **FAIRE ECHEC A LA SCANDALEUSE PRETENTION DU POUVOIR RESPONSABLE, A SE POSER EN REMPART ULTIME DE NOS LIBERTES.**

NOUS PROPOSONS :

1° — **UNE SOCIETE DE CITOYENS LIBRES AVEC :**

— suppression du pouvoir personnel,
— un contrat de législature assurant la stabilité,
— la protection des libertés, notamment celle de l'information et l'indépendance de l'O.R.T.F.,
— la garantie du droit de grève et la reconnaissance du syndicat dans l'entreprise et la participation des travailleurs à la gestion des entreprises,
— la liberté de gestion pour les communes.

2° — **UNE ECONOMIE DE PROGRES :**

— un Plan démocratique élaboré avec la participation des organisations syndicales et professionnelles,
— la nationalisation des industries d'armement et de l'espace et leur reconversion à des fins pacifiques,
— une réforme de l'impôt réduisant d'une façon équitable la part des salariés.

3° — **UNE AGRICULTURE MODERNE :**

Reconnaître enfin que l'agriculture est un élément fondamental de la vie du pays et que sa transformation est une réalité pressante, notamment par la suppression des intermédiaires, par une politique européenne cohérente qui protège vraiment les intérêts des agriculteurs.

4° — **UNE POLITIQUE DE JUSTICE SOCIALE PAR :**

— l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale,
— le relèvement des salaires, traitements et retraites,
— la création d'une échelle mobile des salaires,
— le plein emploi,
— le droit au logement (600 000 logements par an, dont 350 000 sociaux),
— le droit à la santé avec la modernisation et l'humanisation des hôpitaux, une aide accrue à la recherche médicale,
— l'abaissement de l'âge de la retraite et une retraite décente,
— la promotion de la femme (à travail égal, salaire égal).

5° — **LA PRIORITE A L'EDUCATION NATIONALE** pour donner à notre jeunesse une égalité de chances dans la vie par :

— la démocratisation véritable de l'enseignement, l'augmentation des crédits pour la recherche scientifique,
— le développement et l'ouverture **à tous** des institutions culturelles.

6° — **LA PAIX DANS UN MONDE ORGANISE PAR :**

— la suppression de tous armements,
— la recherche d'un règlement pacifique de tous les conflits,
— une action énergique de la France pour la construction d'une **« EUROPE DES PEUPLES »**,
— par une aide concrète en direction du **« TIERS MONDE »**.

POUR LA REALISATION DE CE PROGRAMME, ELECTRICES ET ELECTEURS DE HAUTE-MARNE,

VOTEZ DES LE PREMIER TOUR POUR LE CANDIDAT DE LA F.G.D.S. QUI CONNAIT VOS PROBLEMES ET CEUX DE VOS COMMUNES ET PREND L'ENGAGEMENT DE VOUS AIDER A LES RESOUDRE FRATERNELLEMENT.

Le Candidat :

Guy CHANFRAULT

Le Suppléant :

Jean DUTHION

IMP. DE L'EST - CHAUMONT

Vu les candidats,